

PER

L-520

BNQ



AUTOMNE 2006
UNE PUBLICATION DE LA CHAMBRE DE
COMMERCE DU MONTRÉAL MÉTROPOLITAIN

TABLEAU DE BORD

DE L'AGGLOMÉRATION URBAINE DE MONTRÉAL

PERSPECTIVES 2007

Partenaire exclusif



Développement
économique Canada

Canada Economic
Development

Canada



Chambre de commerce
du Montréal métropolitain

Board of Trade of Metropolitan Montreal

TABLE DES MATIÈRES

ÉDITORIAL
SE DÉPASSER, TOUJOURS
p.1

LES INDICATEURS ÉCONOMIQUES D'ICI
CANADA, QUÉBEC
ET MONTRÉAL
p.3

MONTRÉAL ET LES AUTRES MÉTROPOLES CANADIENNES
MONTRÉAL, CALGARY, OTTAWA,
TORONTO ET VANCOUVER
p.5

SUR L'ÉCRAN RADAR
LES PRÉVISIONS POUR 2007
p.7

LES PROCHAINS LEADERS DE CROISSANCE
2006-2007
p.13

LES NOUVEAUTÉS BUDGÉTAIRES
2006-2007
p.15

DANS L'OEIL DES INSTITUTIONS FINANCIÈRES
EN 2007, L'ÉCONOMIE DE
MONTRÉAL SERA MARQUÉE PAR...
p.16

DES INVESTISSEMENTS POUR MONTRÉAL
p.18

CHRONIQUE DE DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE CANADA
PERSPECTIVES 2007
p.20

DIRECTRICE DE LA PUBLICATION
Chantal Bouvier
Vice-présidente, Analyse et
Communications

RÉDACTEUR EN CHEF
Sylvain Bouffard
Directeur, Politiques

RÉDACTEURS
Omar Chaar, analyste économique
Frédéric Dumais, analyste

RÉVISION ET COORDINATION
Madeleine Murdock
Coordonnatrice, Publications
et réviseure

CONCEPTION GRAPHIQUE
Guylaine Dupuis
Coordonnatrice et graphiste
Christopher Scully
Graphiste

IMPRESSION
Groupe Laurier

Également disponible
sur le site Web de la Chambre :
www.ccmq.qc.ca

Société canadienne des postes –
Envoi de publications canadiennes
Convention no 40063203

POUR NOUS JOINDRE
380, rue St-Antoine Ouest
Bureau 6000
Montréal (Québec)
H2Y 3X7
Tél. : 514 871-4000
Télec. : 514 871-1255
www.ccmq.qc.ca



ÉDITORIAL

SE DÉPASSER, TOUJOURS

L'innovation comme prérequis de la réussite... Se renouveler pour mieux rester concurrentiel... Voilà deux implacables réalités des entreprises

de la région métropolitaine de Montréal. La Chambre en fait souvent mention, auprès des gouvernements, en leur proposant des moyens d'appuyer l'innovation dans les entreprises; et auprès des gens d'affaires, en leur offrant une série de services susceptibles de favoriser leurs capacités innovantes et leur productivité.

En fait, même la Chambre n'échappe pas à cette réalité : nous aussi, nous devons nous renouveler afin d'offrir à nos membres les meilleurs outils en appui à leur réussite.

Ainsi, trois ans après avoir procédé à une refonte en profondeur de notre publication économique Tableau de bord, nous avons profité de la pause estivale pour tenter à nouveau d'ajouter à la pertinence de cet outil. C'est, en partie, le résultat de nos efforts que vous tenez entre vos mains.

À l'heure de l'Internet et de l'information instantanée, la Chambre a choisi de diversifier les outils avec lesquels elle informe la communauté des affaires et, surtout, d'exploiter au maximum les forces des différents médias qui sont à sa disposition. Dans cette optique, nous avons choisi de nous concentrer, dans notre publication imprimée, sur la présentation de vues d'ensemble sur notre économie : un numéro à l'automne, qui présente les perspectives économiques pour la prochaine année, et un au printemps pour faire le bilan de l'année précédente.

Ce faisant, la Chambre s'est lancée dans le développement d'un nouvel outil électronique afin de compléter les besoins informationnels des membres de la communauté des affaires : Tableau de bord en ligne. Dès l'hiver prochain, il vous sera possible d'accéder à ce nouveau site pour y retrouver l'information la plus à jour possible pour de nombreux indicateurs économiques et ainsi mieux suivre l'évolution de la conjoncture économique de Montréal.

Nous espérons donc que ce nouvel outil saura vous plaire et qu'il vous sera utile. Et par-dessus tout, nous espérons qu'il servira à ce que nous soyons toujours plus nombreux à Montréal à partager le goût de la réussite. ■

Isabelle Hudon
Présidente et chef de la direction



SE DEPARTMENT OF THE ARMY

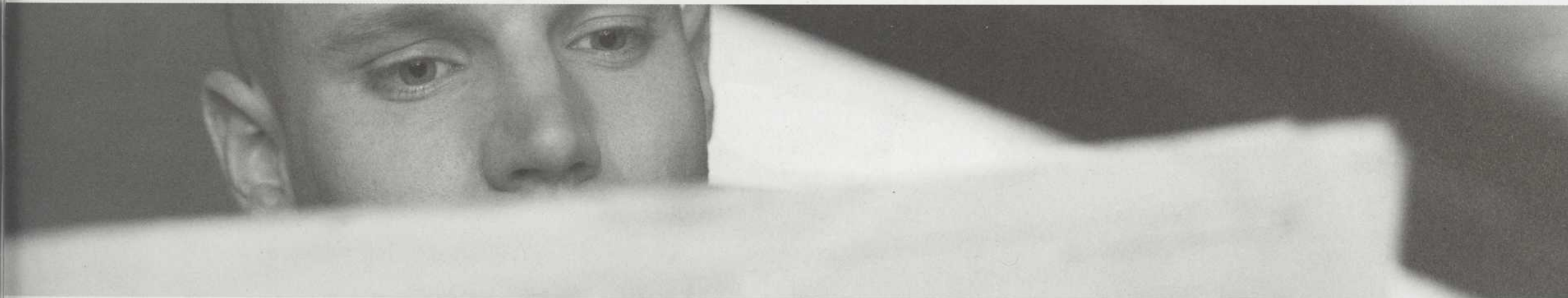
TO THE COMMANDER, THE ARMY
HEADQUARTERS, WASHINGTON, D. C.
FROM THE DIRECTOR, THE ARMY
HEADQUARTERS, WASHINGTON, D. C.

W. M. ...

...

...

LES INDICATEURS ÉCONOMIQUES D'ICI



CANADA, QUÉBEC ET MONTRÉAL

INDICATEURS ÉCONOMIQUES D'ICI

Indicateurs	En date de	Canada	Québec	Montréal
Activité économique				
PIB*	T3 2006	+ 3 %	+ 2,0 %	+ 1,8 %
Marché du travail				
Emplois créés*	Août 2006	+ 1,8 %	+ 0,8 %	+ 0,6 %
Taux d'activité	Août 2006	67,2 %	65,4 %	66,9 %
Taux de chômage	Août 2006	6,5 %	7,9 %	8,1 %
Construction et immobilier				
Permis de bâtir*	Juillet 2006	+ 8 %	- 7,2 %	- 14,5 %
Mises en chantier*	T3 2006	- 8 %	- 20,8 %	- 29,9 %
Pouvoir d'achat et consommation				
Inflation* (IPC 1992=100)	Août 2006	+ 2,1 %	+ 1,6 %	+ 1,5 %
Ventes au détail*	T3 2006	+ 4,6 %	+ 2,8 %	+ 3,8 %
Commerce extérieur				
Exportations*	Juillet 2006	+ 2,5 %	+ 3,3 %	-

* Ces variations sont exprimées par rapport à la même période de 2005.

Source : Statistique Canada, Conference Board du Canada, Strategis

INDICATEURS ÉCONOMIQUES D'ICI

Marchés financiers	Valeur au 29 septembre 2006	Variation par rapport	
		Au mois précédent	À l'année précédente
Taux directeur Banque du Canada	4,25 %	0 point de base	+ 150 points de base
Dollar canadien (vs. \$US)	0,8995 \$	- 0,001 \$	+ 0,0466 \$
Prix du baril de pétrole (WTI, en \$US)	62,90 \$	- 13,88 %	- 4,1 %

Source : Banque du Canada, Energy Information Administration

MONTRÉAL ET LES AUTRES MÉTROPOLES CANADIENNES



MONTRÉAL, CALGARY, OTTAWA, TORONTO ET VANCOUVER

LES RÉSULTATS DE 2005

	Montréal	Calgary	Ottawa	Toronto	Vancouver
Produit intérieur brut (en millions de \$ de 1997)	109 743	47 687	40 859	196 687	69 587
Revenu personnel <i>per capita</i> (en dollars)	31 530	42 530	36 139	35 066	31 541
Revenu personnel disponible <i>per capita</i> (en dollars)	23 715	32 768	27 612	26 792	24 490
IPC (1992=100)	123,4	135,1	130,2	128,6	125,7
Emplois (en milliers)	1 823	606	618	2 763	1 156
Taux de chômage	8,7 %	3,9 %	6,6 %	7,0 %	5,7 %
Ventes au détail (en millions de \$)	38 482	17 019	12 818	53 775	22 598
Mises en chantier (en milliers)	25,3	13,7	7,1	41,6	18,9

LES PRÉVISIONS DE 2006 ET 2007

(À l'exception du taux de chômage, les variations sont exprimées par rapport à l'année précédente)

	Montréal		Calgary		Ottawa		Toronto		Vancouver	
	2006	2007	2006	2007	2006	2007	2006	2007	2006	2007
	%	%	%	%	%	%	%	%	%	%
Produit intérieur brut	+ 1,9	+ 2,8	+ 6,6	+ 3,9	+ 3	+ 3,2	+ 3	+ 3,4	+ 3,5	+ 3,5
Revenu personnel <i>per capita</i>	+ 4,4	+ 3,7	+ 10	+ 2,6	+ 5,8	+ 2,3	+ 3,5	+ 3,2	+ 3,8	+ 4
Revenu personnel disponible <i>per capita</i>	+ 5,1	+ 3,6	+ 11,5	+ 2,2	+ 6,4	+ 2,0	+ 4,1	+ 2,9	+ 4,5	+ 3,7
IPC (1992=100)	+ 2,2	+ 1,8	+ 3,7	+ 2,7	+ 2,1	+ 1,8	+ 2	+ 1,7	+ 1,8	+ 1,9
Emplois	+ 0,9	+ 1,5	+ 7	+ 1,9	+ 4,1	- 0,8	+ 1,5	+ 2,1	+ 2,4	+ 2,5
Taux de chômage	8,9 %	9 %	3,4 %	3,7 %	5,7 %	6,7 %	6,7 %	7,1 %	4,5 %	4,5 %
Ventes au détail	+ 3,6	+ 3,8	+ 13,2	+ 4,9	+ 6,2	+ 4,3	+ 4,1	+ 4,5	+ 5,7	+ 4,5
Mises en chantier	- 20	- 10,4	+ 28,1	- 14	+ 2,7	- 5,2	- 8,2	- 1,4	+ 5,1	- 16,5

Source : Conference Board du Canada

SUR L'ÉCRAN RADAR

LES PRÉVISIONS POUR 2007



DANS LE MONDE, UNE CROISSANCE QUI S'AMOINDRIT TRANQUILLEMENT

Au niveau mondial, la croissance économique poursuit sa progression en 2006 et devrait s'élever entre 4,5 %, selon les services économiques d'Exportation et développement Canada (EDC), et 5,1 %, selon le Fonds monétaire international (FMI). Selon l'Institute for International Economics (IIE), ce sera la première fois, depuis le début des années 1970, que l'économie mondiale croît à un niveau annuel de plus de 4 % durant quatre années consécutives.

Pour 2007, la plupart des prévisions suggèrent que l'économie mondiale pourrait répéter l'exploit et présenter une cinquième année consécutive de croissance supérieure à 4 %. Du côté de EDC, on anticipe cette croissance à 4,1 %, tandis que le FMI l'évalue à 4,9 %.

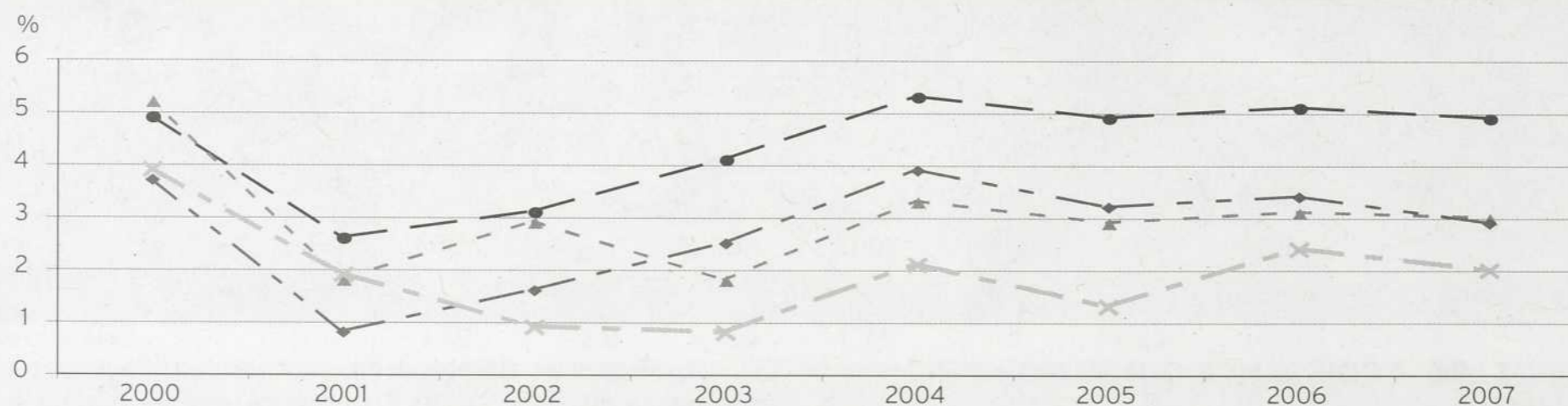
Cela dit, même si les attentes demeurent élevées à l'égard de la performance économique du globe en 2007, plusieurs facteurs portent à tempérer les résultats attendus à moyen terme et suggèrent un ralentissement sensible de cette croissance dans un avenir relativement rapproché. À bien des égards, les pressions qu'un rythme accéléré de croissance finit par exercer sur les capacités de production devraient se faire de plus en plus évidentes au cours de 2007.

Dans un premier temps, face à la hausse généralisée des prix, les banques centrales d'un grand nombre de pays industrialisés ont entrepris le **resserrement des conditions de crédit favorables** qui avaient été mises en place depuis 2001. Le taux directeur canadien, qui a gagné 175 points de base depuis septembre 2005 (début du cycle de resserrement), reflète ces tentatives pour contenir l'inflation. De telles politiques monétaires auront certainement pour effet de refroidir quelque peu l'économie mondiale.

Un second facteur important réside dans les **fluctuations des prix de l'énergie**, qui vont de pair avec certains **conflits géopolitiques majeurs**, notamment les tensions politiques nigériennes, la situation irakienne et la question iranienne. L'IIE estime que le cours actuel du pétrole reflète les craintes d'une perturbation de l'approvisionnement de brut associées, entre autres, à la controverse qui entoure le programme nucléaire iranien. Ces craintes pourraient ainsi se manifester par une « prime de risque géopolitique » se situant entre 20 et 25 dollars américains par baril¹. Si ces craintes persistaient, les augmentations que connaîtra le prix du baril de pétrole (qui pourrait alors se situer aux alentours de 100 \$US) auront un effet négatif sur la croissance mondiale de l'économie.

De son côté, la **zone euro** semble poursuivre son redressement économique. Les prévisions de l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE) indiquent une croissance du produit intérieur brut (PIB) de 2,2 % pour 2006 et 2,1 % en 2007 (contrairement aux taux de croissance de 1,8 et 1,4 % en 2004 et 2005 respectivement). Toutefois, ces prévisions ne font pas l'unanimité : selon les services économiques d'EDC, la croissance du PIB de la zone euro devrait plutôt se situer entre 1,5 et 2 % en 2006 et accuser un léger recul en 2007.

CROISSANCE DU PIB (AUX PRIX CONSTANTS, VARIATIONS EN %)



—●— Monde —▲— Canada —◆— États-Unis —×— Zone euro

Note : Les données de 2006 et 2007 sont des prévisions de la source.

Source : Fonds Monétaire International, *Perspectives de l'économie mondiale*, septembre 2006

Le **déficit du compte courant américain** constitue aussi un risque non négligeable en raison des conséquences probables qu'un éventuel rééquilibrage pourrait engendrer. En effet, en tenant compte de la conjoncture américaine présente, une telle action – qui s'accompagnerait inévitablement d'une dépréciation marquée du dollar US – aurait pour incidence un ralentissement de la demande intérieure se répercutant au niveau mondial en général et qui atteindrait tout particulièrement le Canada et le Québec.

Dans tout cela, ce sont donc les pays à économie émergente, et plus particulièrement la Chine et l'Inde, qui aideront l'économie mondiale à se dépasser en 2007 avec une croissance anticipée de 9,5 % et de 7,1 % respectivement, selon l'OCDE. Mais là encore, c'est la capacité de ces pays à soutenir ce rythme effréné à plus long terme qui fait que l'incertitude subsiste quant à ce qui attend le monde en 2008.

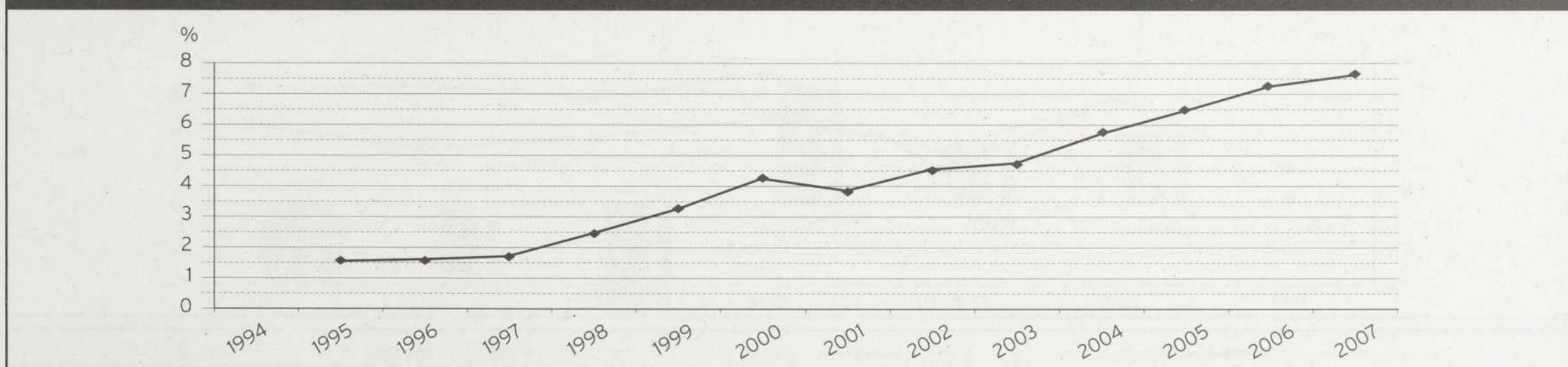
LES ÉTATS-UNIS, ENTRE L'ATERRISSAGE EN DOUCEUR ET LA RÉCESSION ÉCONOMIQUE

L'économie américaine traverse une phase critique dont les conséquences se répercuteront inévitablement sur l'économie canadienne. Les *Perspectives économiques de l'OCDE* indiquent que les capacités économiques des États-Unis approchent dangereusement de leurs limites, pendant que l'économie continue de s'accroître à un rythme excédant son taux de croissance potentiel.

Les changements récents enregistrés par le **marché de l'immobilier** ont même poussé certains à se prononcer plus fermement sur le risque de récession américaine. Les économistes de la Financière Banque Nationale estiment ainsi que la probabilité d'un ralentissement sévère atteint maintenant 50 %, tandis que celle d'une récession se situe à 40 %². De ce fait, un

additionnelle des **taux d'intérêt à court terme** de 25 à 50 points de base par la Réserve fédérale, toujours afin d'atténuer les pressions d'une économie qui tourne à plein régime. Le taux à un jour américain pourrait donc atteindre 5,5 % pour le restant de 2006 et, selon les prévisions de la Banque Royale, redescendre à 5,25 % au cours de 2007.

DÉFICIT DU COMPTE COURANT AMÉRICAIN (EN % DU PIB)



Note : Les données de 2006 et 2007 sont les prévisions de la source.

Source : OCDE, *Perspectives économiques de l'OCDE*, juin 2006

atterrissage en douceur de l'économie, d'après son économiste en chef, Clément Gignac, n'est envisageable qu'à 10 %. Tout cela fait en sorte que la Financière Banque Nationale s'attend en 2007 à une **croissance du PIB** américain de 1,9 % – une baisse significative du niveau des 3,3 % prévus en 2006.

La hausse des taux d'intérêt, de 375 points de base depuis la mi-2004, est le second facteur, avec le ralentissement du marché de l'immobilier, qui exerce des pressions à la baisse sur les performances de l'économie américaine. De plus, on envisage aux services économiques d'EDC une progression

Au plan macroéconomique, le **déficit du compte courant** a profité de l'expansion économique pour atteindre aujourd'hui un de ses plus hauts niveaux, soit 6,5 % du PIB. L'essor des cours du pétrole durant les dernières années, couplé au déclin des exportations vis-à-vis des importations expliquerait, en partie, la situation présente. En effet, dans la mesure où les importations nettes de pétrole représentaient, en 2005, 60 % de la consommation totale américaine de pétrole, l'augmentation spectaculaire du prix du baril a contribué à accroître l'ampleur de ce déficit. Un recul du prix du baril soulagerait donc la balance courante.

² L'IIE, après révision, fait état de son côté d'une probabilité de récession dans un éventail de 25 à 30 %.

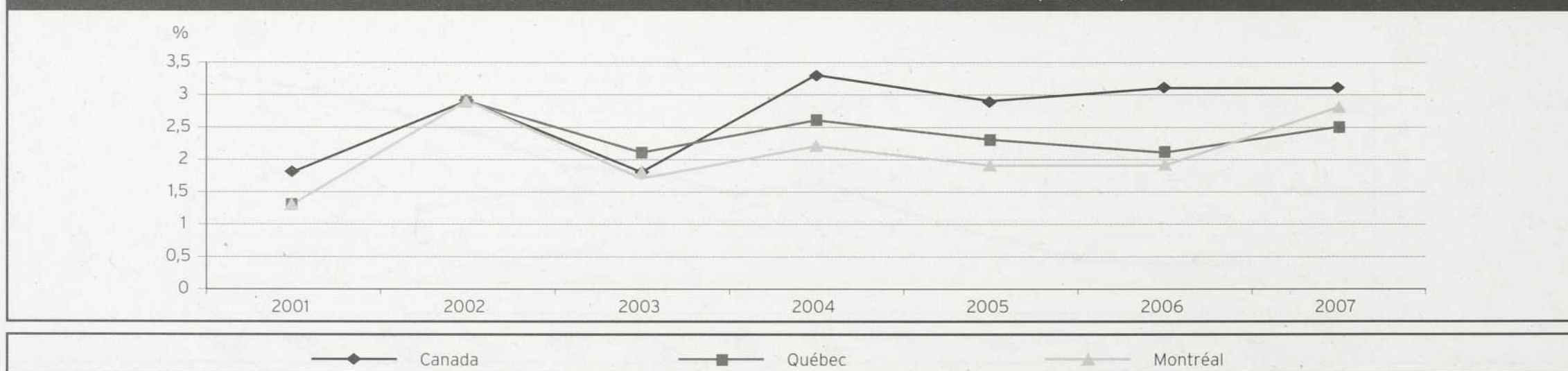
Par ailleurs, la réaction des investisseurs qui pourraient s'éloigner des avoirs libellés en dollars américains, du fait de l'incertitude engendrée par le poids de ce déficit, pourrait faire baisser le cours de la monnaie. Une dépréciation du dollar pourrait donc améliorer l'état du compte courant, car elle incitera, dans un premier temps, un mouvement de la demande intérieure vers des biens et des services produits localement tout en rendant, dans un deuxième temps, les exportations américaines plus abordables.

AU CANADA, UN RALENTISSEMENT DE LA CROISSANCE, MAIS PAS DE RÉCESSION

Les perspectives de 2007 ne sont pas aussi pessimistes pour le Canada. On ne parle effectivement pas de récession, mais plutôt d'un ralentissement de la croissance. Le FMI estime la **croissance du PIB réel canadien** à 3,1 % en 2006, puis à 3 % en 2007. EDC avance des taux un peu plus modérés, à savoir respectivement 3 % et 2,7 %. Quant à l'OCDE, l'organisme annonce

Le **dollar canadien** devrait, quant à lui, se rapprocher de son niveau « habituel », soit autour de 80 cents américains. Ce mouvement s'expliquerait par deux facteurs : une réduction de la demande de pétrole³ que l'OCDE explique par « l'effet de freinage dû à la cherté du pétrole », de même que la probabilité de stabilisation de la situation dans certaines régions du Moyen-

ÉVOLUTION DU PIB AUX PRIX DE BASE (EN %)



Note : Les données de 2006 et 2007 sont les prévisions de la source.

Source : Conference Board du Canada

des chiffres plus optimistes, soit une croissance du PIB de 3,1 % en 2006 qui passera à 3,3 % en 2007.

La politique monétaire de la Banque du Canada, qui avait jusque-là pour objectif de contenir l'inflation aux alentours de 2 %, semble porter ses fruits. Ainsi lors de son dernier établissement le 6 septembre, le **taux cible de financement à un jour** est demeuré inchangé, à 4,25 %. Toutefois, les prévisions de la Banque Royale le porteraient à 4,38 % en 2007, alors qu'EDC prévoit la possibilité qu'il atteigne 4,5 %.

Orient, ce qui influencerait à la baisse sur les cours du pétrole. Notre monnaie, qui est en forte relation avec les fluctuations du prix du baril⁴, perdrait alors de sa vigueur, s'éloignant ainsi des pics historiques atteints au long de 2006.

Les **exportations canadiennes** devraient aussi croître à un rythme ralenti, loin des niveaux enregistrés en 2005. Cela sera en majeure partie imputable au ralentissement de la demande mondiale et, surtout, américaine. Ainsi, la croissance des expéditions canadiennes se situerait, selon les prévisions d'EDC, à 4 % en 2006, et chutera à 2 % en 2007.

³ Il est estimé qu'elle augmentera deux fois moins vite qu'en 2006.

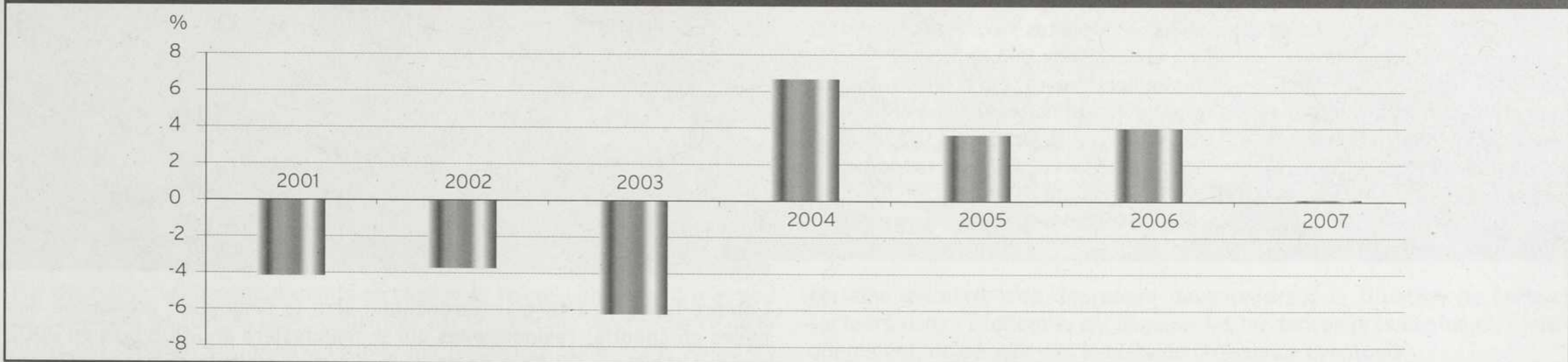
⁴ Les services économiques d'EDC ont établi une relation qui aboutit à la conclusion que le dollar canadien est une « pétromonnaie »; selon leur modèle statistique, une augmentation de 10 \$ du cours pétrolier entraîne une appréciation de 3 cents du dollar canadien.

AU QUÉBEC, LE RALENTISSEMENT DES EXPORTATIONS SE FERA SENTIR

Les perspectives relatives aux **exportations de la province** semblent plus pessimistes pour le Québec que les observations à l'échelle canadienne. En effet, le Québec sera particulièrement touché par le ralentissement de la demande mondiale et la baisse des prix des matières de base. Ces deux facteurs se traduiront par un déclin des exportations québécoises dans les secteurs de la foresterie et des biens de consommation qui accuseront une diminution respectivement de 5 et 6 % pour l'année 2006. La croissance des exportations totales pour 2006, de l'ordre de 4 %, se situera néanmoins aux alentours du résultat affiché l'an dernier.

Les données d'EDC dressent un tableau plus sombre pour 2007 où la croissance totale des exportations sera nulle. Les principaux facteurs mis en cause, en sus de ceux précédemment exposés, seraient l'affaiblissement des ventes d'avions d'affaires ainsi que les difficultés non résolues dans les industries du meuble et du vêtement. Voilà qui se veut beaucoup plus pessimiste que les prévisions avancées en mars 2006, dans le dernier budget, par le ministre des Finances, Michel Audet, qui prévoyait une croissance de 4,7 % des exportations québécoises en 2007.

ÉVOLUTION DES EXPORTATIONS QUÉBÉCOISES (VARIATION EN %)



Notes : Les données jusqu'à 2005 proviennent de Strategis et sont énoncées en prix courants; les prévisions de 2006 et 2007 proviennent de EDC. Les variations, exprimées en pourcentage, sont par rapport à l'année précédente.

Source : Strategis, EDC

Enfin, on s'attend à ce que le **PIB réel de la province** connaisse, selon le Conference Board du Canada (CBOC), une croissance de 2,1 % en 2006, et de 2,5 % en 2007. De tels taux placeraient le Québec sous la moyenne canadienne pour 2006. En 2007, la croissance du PIB réel québécois sera encore devancée par le Manitoba (+2,6 %), la Colombie-Britannique (+2,8 %), l'Ontario (+3,1 %) et l'Alberta (+3,5 %).

MONTRÉAL : MALGRÉ TOUT, 2007 SERA MEILLEURE QUE 2006

L'économie montréalaise devrait se porter relativement bien en 2007. En effet, le Conference Board du Canada⁵ prévoit une **croissance du PIB réel** de l'ordre de 1,9 % en 2006 qui se renforcera pour atteindre 2,8 % en 2007. Le principal frein à la progression de 2006 demeure la situation du secteur manufacturier. Les séquelles entraînées par des bas niveaux de production manufacturière (qui ont enregistré une baisse de 7,7 % durant les cinq dernières années) ne se sont toujours pas dissipées; production et productivité en paient toujours le prix aujourd'hui.

L'**emploi**, après une croissance moindre en 2006 (0,9 % par rapport à 2005, où l'on a enregistré 1,1 %), progressera de 1,5 % en 2007. Ainsi, toujours selon le CBOC, l'industrie aérospatiale créera 200 postes additionnels afin de répondre à la commande des nouveaux appareils de Bell Helicopter Textron Canada. Quant aux perspectives d'emploi sectorielles, elles seront les plus importantes dans le **secteur tertiaire** et devraient connaître une croissance de 2,3 % en 2006, et de 2,2 % en 2007. Cela équivaldrait à 64 000 emplois supplémentaires nets qui seraient principalement répartis dans les domaines des services non commerciaux (+18 300), des ventes en gros et au détail (+14 000), des services commerciaux (+11 900) et des finances, assurances et immobilier (+11 700).



L'ombre noire au tableau métropolitain sera la diminution prononcée des **mises en chantier résidentielles** qui se manifestera en 2006 puis en 2007 par des reculs de 20 %, puis de 10 %. Ce repli n'affectera pas totalement le secteur de la construction du fait des projets non résidentiels qui seront entrepris, notamment la construction des nouveaux centres hospitaliers universitaires.

En dernier lieu, les **secteurs à surveiller** seraient les technologies de l'information et les sciences de la vie. En effet, ce sont les sociétés oeuvrant dans ces grappes, plus précisément dans les domaines des communications et de la réseautique ainsi que des biotechnologies, qui ont reçu la majeure partie des investissements en capital de risque⁶, au Québec, au cours des deux premiers trimestres de 2006. ■

⁵ Note de conjoncture métropolitaine - Automne 2006

⁶ Le texte « Les prochains leaders de croissance » en page 13 offre un exposé plus complet du capital de risque et de ces secteurs en particulier.

LES PROCHAINS LEADERS DE CROISSANCE

2006-2007



Par définition, les investissements en capital de risque comportent très peu de garanties; les risques sont compensés par le potentiel de croissance de la firme qui offrirait, sur le long terme, une rentabilité supérieure. Ainsi, les sociétés qui investissent en capital de risque ont certains points en commun quant à leur stratégie d'investissement : les compagnies ciblées sont celles qui allient potentiel de croissance élevé et position stratégique sur les marchés; le rendement des investissements est anticipé à moyen ou à long terme (généralement une période allant de 5 à 7 ans), et ce, dans le but de stimuler au maximum la capacité de l'entreprise et d'accroître le rendement pour les actionnaires. En vertu de ces caractéristiques, les stratégies d'investissement actuelles des sociétés de capital de risque nous permettent, d'une

certaine manière, d'en apprendre davantage sur la situation de certains secteurs dans l'économie, d'y dégager les tendances prévalentes et, conséquemment, de déceler des leaders de croissance éventuels.

UNE POSITION FAVORABLE

S'il est une chose qui ressort de ces données, c'est la position relativement privilégiée dont jouissent à première vue le Québec et Montréal quant à la répartition du capital de risque au sein du Canada. Selon les données de Thomson Financial*, le Québec se trouve en tête des provinces récipiendaires de capital de risque au premier trimestre, recueillant 39 % du montant total canadien, soit 155 millions \$. Pour le même trimestre, la métropole devançait tous les autres centres urbains à l'échelle du pays, totalisant 29 % du capital total investi au Canada (soit près de 113 millions de dollars), ce qui représente aussi 72 % du montant investi au Québec. Au deuxième trimestre, cette part s'élevait à 74 % du total québécois.

* Les données citées pour le premier trimestre et le deuxième trimestre proviennent de deux rapports distincts publiés par Thomson Financial. Il est à noter que le rapport du T2 comporte des révisions de certaines données pour le T1. Toutefois, comme cette révision ne s'applique pas à la répartition sectorielle des investissements, nous avons choisi de présenter les données pour le premier trimestre figurant dans le rapport correspondant.

La tendance qui se dégage des quatre dernières années concède à Montréal la prédominance en ce qui concerne les mises de fonds québécoises en *capital de risque*; ce qui a valu à la métropole de surclasser, en termes d'investissements recueillis, les autres centres urbains canadiens. En 2003, Montréal rassemblait le quart des fonds canadiens et se classait première devant la grande région de Toronto. L'année suivante, la métropole arrivait seconde avec 20 % du total canadien, derrière Toronto qui en regroupait 24 %. Cette situation s'inverse de nouveau en 2005, alors que Montréal regagne la première place en accumulant 24 % du capital canadien, devant Ottawa qui en réunit 22 %. Montréal a aussi devancé les autres centres urbains durant les deux dernières années en ce qui concerne les nouveaux fonds investis dans les TI, concentrant respectivement 34 et 28 % de l'ensemble canadien en 2004 et 2005.

UN NOMBRE RESTREINT DE LEADERS

Selon les résultats des premiers trimestres de 2006 - lesquels, par ailleurs, s'inscrivent en continuité avec les tendances en vigueur depuis 2000 - ce sont les technologies de l'information et les sciences de la vie qui devraient fournir à Montréal ses principaux leaders de croissance dans les années à venir.

En effet, selon les données de Thomson Financial pour les deux premiers trimestres de 2006, c'est le secteur des **sciences de la vie** qui domine l'activité québécoise en capital de risque avec des investissements de 75 millions \$ au premier trimestre et de 57 millions au deuxième - ce qui représente 48 et 42 % de tout le capital de risque investi au Québec. Quant au secteur des **technologies de l'information** (TI), il se classe au deuxième rang avec 23 millions \$ au premier trimestre et 54 millions au second, soit respectivement 15 et 40 % des investissements en capital de risque au Québec.

Fait à remarquer, ces investissements en capital de risque sont particulièrement concentrés et profitent à un nombre relativement restreint d'entreprises. Dans le secteur des sciences de la vie, 16 sociétés se sont partagé les 75 millions \$ investis durant le premier trimestre. Parmi elles, celles oeuvrant dans le domaine de la **biopharmaceutique** ont obtenu 63 millions \$. Cette concentration était encore plus forte au 2^e trimestre : les 57 millions investis au Québec dans les sciences de la vie l'ont été dans 10 entreprises; 97 % du total investi s'est retrouvé au sein de sociétés biopharmaceutiques.

La concentration des investissements en capital de risque est aussi présente dans le secteur des TI. Le plus grande part de l'activité de ce secteur au premier trimestre 2006 est attribuable à six sociétés qui oeuvrent dans le sous-secteur des communications et de la réseautique : elles se sont partagé 15 des 23 millions investis. Au deuxième trimestre, le secteur des TI a représenté 40 % des mises de fonds québécoises, équivalant à 54 millions de dollars, réparties cette fois entre 22 sociétés. Néanmoins, à elles seules, quatre entreprises du domaine des **communications** et de la **réseautique** ont reçu 25 millions de dollars.

ATTIRER LES MEILLEURS INVESTISSEURS ÉTRANGERS

Le Québec et Montréal se distinguent enfin quant à l'origine du capital de risque investi. En effet, la part des fonds fiscalisés - fonds qui bénéficient d'un avantage fiscal tels que le Fonds de solidarité des travailleurs du Québec - y est supérieure à la moyenne du Canada (38 % au Québec contre 29 % à l'échelle canadienne pour le premier trimestre de 2006). Par ailleurs, la part de capitaux étrangers est passablement inférieure au Québec : les fonds étrangers n'ont été que de 22 % et 21 % du total investi au premier et deuxième trimestres de 2006, alors que dans l'ensemble canadien, ils totalisaient 37 et 31 %. Sur ce point, il serait sans doute souhaitable que cette proportion soit plus importante : en effet, les investisseurs étrangers offrent souvent des débouchés sur leurs marchés et des réseaux susceptibles d'accroître le rendement de l'investissement. Ainsi, il demeure vital pour le Québec de trouver le moyen d'attirer davantage les investisseurs étrangers les plus performants. ■

LES NOUVEAUTÉS BUDGÉTAIRES

2006-2007

Bien souvent, les mesures annoncées dans un budget prennent un certain temps avant d'entrer en vigueur. Cette section présente donc un rappel des mesures fiscales qui prennent effet le 1^{er} janvier 2007.

GOVERNEMENT DU CANADA

- › Le gouvernement augmentera de 300 000 \$ à 400 000 \$ le montant du revenu net des entreprises admissible au **taux réduit de l'impôt fédéral**. Ainsi, conformément aux déductions accordées aux petites entreprises, le taux d'imposition de 13,12 % s'appliquera en 2007 sur une première tranche « élargie » à 400 000 \$ des bénéfices admissibles des PME. Au-delà de ce seuil, les bénéfices demeurent imposés à un taux de 22,12 % (notons que les taux cités comprennent la surtaxe des entreprises qui est de l'ordre de 1,12 %).
- › Quant aux mesures visant les particuliers, le **taux le plus bas de l'impôt sur le revenu** sera de 15,5 % en 2007 et s'appliquera aux particuliers dont les revenus imposables n'excèdent pas 36 378 \$¹. Il s'agit d'une deuxième hausse consécutive – il était de 15 % en 2005 et de 15,25 % en 2006. Toutefois, il demeure inférieur au taux de 16 % qui était en vigueur pour l'exercice financier 2004.
- › Parallèlement, le **montant personnel de base** – c'est-à-dire la somme que chaque contribuable peut gagner sans payer d'impôt fédéral – passera à 8 739 \$ en 2007. Ce montant, qu'on a augmenté de 100 \$, sera aussi majoré par une indexation au coût de la vie.

Les montants personnels relatifs à un époux, un conjoint ou à un proche entièrement à charge seront aussi majorés de 85 \$, pour s'établir à 7 420 \$¹.

- › La cotisation maximale admissible pour un REER connaîtra une augmentation de 1 000 \$ pour s'établir, en 2007, à 19 000 \$.

GOVERNEMENT DU QUÉBEC

Au plan provincial, le gouvernement Charest dévoilait, dans le discours sur le budget 2006-2007, un certain nombre de mesures qui entreront en vigueur l'année prochaine. Ainsi, en date du 1^{er} janvier 2007 :

- › Les entreprises bénéficieront d'un **crédit d'impôt permanent** de 30 % touchant les rémunérations des stagiaires, des apprentis et des superviseurs. Ce crédit, qui avait déjà été consenti, devait prendre fin le 31 décembre 2006. Il a été décidé de le rendre permanent après avoir évalué les avantages positifs qu'il représentait.
- › De plus, le taux de la **taxe sur le capital** – cet impôt qui est perçu sur le capital imposable d'une société dépassant un (1) million de dollars – sera réduit de 0,525 % à 0,49 %. Cette baisse s'inscrit dans une suite de réductions, échelonnées sur plusieurs années, qui mèneront son niveau à 0,29 % en 2009.
- › À compter de 2007, le gouvernement du Québec versera aux municipalités la totalité des **taxes foncières** perçues pour les musées, la Grande Bibliothèque et le Grand Théâtre de Québec. Pour les villes touchées, cela représente près de 8 millions de dollars de revenus additionnels par année, dont 4 millions pour la Ville de Montréal. ■

¹ Ces montants ne tiennent pas compte de l'indexation dont ils feront l'objet au courant de l'année.

DANS L'OEIL DES INSTITUTIONS FINANCIÈRES

EN 2007, L'ÉCONOMIE DE MONTRÉAL SERA MARQUÉE PAR...



- > ... Une faible croissance, d'environ 2 pour cent, qui dissimule cependant le fait que l'année débutera en douceur et se terminera avec rigueur.
- > ... Le ralentissement de l'économie américaine qui devrait se terminer à la mi-année, permettant aux exportations manufacturières et à l'industrie touristique de connaître un regain de vie par la suite.
- > ... Le marché de l'habitation qui se terminera en douceur puisqu'il n'y a aucune indication d'existence d'une bulle immobilière.

Don Drummond

Premier vice-président et économiste en chef
Groupe Financier Banque TD



Montréal ne sera pas à l'abri du ralentissement économique qui culminera l'an prochain en Amérique du Nord. Sa diversité industrielle, la plus élevée au Canada, sera toutefois un certain gage de stabilité. Un dollar près de 90 cents US en 2007 prolongera la période d'ajustement du secteur manufacturier. Dans ce contexte, la nécessité de rehausser la position de Montréal doit être mise à l'avant-plan. La principale avenue est d'accroître la productivité du travail, en mettant davantage l'accent sur l'investissement en capital et en main-d'oeuvre, l'innovation et la R-D. Si Montréal prend ce virage, c'est tout le Québec qui s'en ressentira.

François Dupuis

Vice-président et économiste en chef
Mouvement Desjardins



2007, l'année des grands chantiers ?

Avec une baisse de régime appréhendée de l'activité économique au sud de la frontière et une devise canadienne forte, l'économie de Montréal ne pourra pas autant miser que par le passé sur ses secteurs manufacturier et touristique (1 emploi sur 5). Dans ce contexte, il serait opportun que les divers paliers de gouvernement se concertent rapidement pour la mise en oeuvre de projets d'investissements tablant sur les autres atouts du Grand Montréal (domaines du savoir, de la santé, de la culture, du design, etc.) pour assurer la prospérité économique de notre métropole.

Clément Gignac

Premier vice-président
Économiste en chef et stratège
Banque Nationale du Canada

Comme anticipé, le marché montréalais de l'habitation traverse une phase d'apaisement. Les signes de ralentissement continuent à se manifester, la croissance annuelle des permis de construction



résidentielle et des mises en chantier ayant diminué durant la première moitié de 2006. Ce ralentissement a été partiellement atténué par le bon rythme de croissance du secteur non résidentiel dont la croissance annuelle de la valeur des permis a gagné de la vigueur durant la même période – ce qui laisse entrevoir des perspectives encourageantes. La création d'emplois a dépassé la croissance de la population active, le taux de chômage ayant baissé à 8,2 % en août.

Amy Goldbloom
Économiste
RBC Groupe Financier

2007 sera une année de défi pour Montréal. Sans forcément aller dans le sens des prévisions les plus pessimistes concernant les États-Unis, il



demeure certain que l'économie chez nos voisins du sud ralentira sensiblement en 2007. Et, une croissance peu vigoureuse aux États-Unis l'an prochain se répercutera inévitablement sur les exportations canadiennes de biens de consommation durables et d'immobilisations en matériel, deux composantes très importantes de l'économie montréalaise. Il serait naïf d'envisager les choses autrement. Heureusement, les taux d'intérêt devraient rester stables et peu élevés, ce qui continuera à soutenir la demande intérieure.

Carlos Leitao
Économiste en chef
Valeurs Mobilières Banque Laurentienne

D'après notre *Metro Monitor* – une échelle de mesure servant à exprimer les fluctuations du taux d'activité économique des plus importantes RMR au Canada – Montréal se classe dans la moyenne, quoique au dernier rang des grandes métropoles, en raison de la faiblesse persistante



de son secteur manufacturier. Nous nous attendons, toutefois, à une relativement bonne performance en 2007 dans les secteurs des PME, de la technologie de pointe et des télécommunications, en plus d'une certaine reprise du côté du tourisme. Une économie américaine au ralenti conduira en toute probabilité à une légère baisse générale de l'activité économique de Montréal en 2007. ■

Benjamin Tal
Économiste en chef
Marchés mondiaux CIBC

DANS L'OEIL DES DES INVESTISSEMENTS POUR MONTRÉAL



Le domaine susceptible de fournir le plus important volume d'investissements à court et moyen terme est le secteur des sciences de la vie. Les travaux de construction du nouveau Centre hospitalier de l'Université de Montréal (CHUM) devraient se mettre en branle en 2007 et se poursuivre jusqu'en 2010. Le projet est aujourd'hui évalué à 1,5 milliard \$, dont environ 700 millions pour les travaux de construction. Du côté de l'Université McGill, les travaux de construction du nouveau Centre universitaire de santé (CUSM) sur le site Glen, qui ont débuté en 2005, se poursuivront jusqu'en 2011. Au total, le projet devrait requérir des investissements de 1,6 milliard \$ auquel s'ajoutera l'éventuel Hôpital des Shriners, un investissement privé de 100 millions \$. Enfin, le développement du CHU Sainte-Justine entraînera pour sa part des investissements de 500 millions \$.

Dans le sillage de ces trois grands projets, d'autres investissements liés aux sciences de la vie sont présentement à prendre forme. Le plus important est mené par Technopôle Ville-Marie, le CHUM, le Palais des Congrès et Développement Télémedia qui comptent donner forme à un Quartier de la santé dans les environs du 1000, rue St-Denis. Ce projet, aux importantes retombées pour la trame urbaine – notamment le recouvrement de l'autoroute Ville-Marie –, pourrait générer 900 millions \$ d'investissements.

L'autre grand secteur porteur d'importants investissements pour Montréal est celui des transports. Toutefois, outre les projets de réaménagement de la rue Sherbrooke Est (80 millions \$) et de l'échangeur du Parc-des Pins (30 millions \$) qui sont en cours de réalisation, les échéanciers pour la mise en branle des autres projets comportent encore bon nombre d'incertitudes. Cela dit, d'importants projets sont présentement en développement et leur réalisation nécessitera des dépenses importantes. Parmi eux, notons celui de la modernisation de la rue Notre-Dame Est, aujourd'hui évalué à 750 millions \$, et le réaménagement de l'échangeur Dorval, chiffré à 155 millions \$.

L'autoroute Bonaventure constitue un autre axe routier qui exige, à brève échéance, des travaux majeurs de réfection. Dans son plan de développement « Vision 2025 », la Société du Havre propose un réaménagement de cette voie en boulevard urbain qui devrait susciter un important développement immobilier en rendant accessibles d'immenses terrains encore inexploités et adjacents au centre-ville. Ce projet – évalué à quelque 160 millions \$ – est donc particulièrement intéressant en raison des investissements de 1 milliard \$ supplémentaires qu'il pourrait entraîner.

Le transport en commun est aussi une autre source importante d'investissements. Pour le moment, outre le prolongement du métro à Laval, les principales dépenses annoncées – comme le renouvellement des voitures de métro MR67 et l'achat de matériel roulant pour la nouvelle ligne de train de banlieue Montréal-Mascouche – auront un impact indirect sur l'économie montréalaise, principalement en favorisant la fluidité des déplacements. Par contre, plusieurs projets de construction de nouvelles infrastructures sont à l'étude tels que la mise en place de tramways sur l'avenue du Parc (475 millions \$) et dans le havre de Montréal (dont la valeur reste à déterminer) ou encore le prolongement du métro jusqu'à Anjou. Dans un contexte de lutte à l'émission de gaz à effet de serre, il y a fort à parier que ces importantes initiatives en transport en commun progresseront rapidement au cours des prochaines années. ■

CHRONIQUE DE DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE CANADA

PERSPECTIVES 2007

François Poitras et François Legrand, Direction Recherche et Analyse, Développement économique Canada

On prévoit que le PIB de Montréal croîtra de 1,9 %¹ en 2006, ce qui est légèrement inférieur au taux québécois (2,2 %²). L'année 2007 devrait afficher une progression semblable. Ces chiffres sont néanmoins inférieurs à la croissance prévue au Canada de 3,1 et 3 %³ pour 2006 et 2007 respectivement, laquelle sera tirée par le dynamisme des provinces de l'Ouest.

À la suite des relèvements des taux d'intérêt, l'année 2007 verra le marché immobilier résidentiel ralentir dans la région de Montréal. Ainsi, la SCHL⁴ prévoit qu'après une baisse des ventes et des mises en chantier en 2006 de 1 et 9 % respectivement, elles devraient encore baisser de 3 et 13 % respectivement en 2007. Cela pourrait avoir un impact négatif sur l'emploi dans le secteur de la construction qui se situait à 80 000 travailleurs au 2^e trimestre de 2006. Par contre, il faut noter que ce ralentissement de la construction résidentielle pourrait être en partie compensé par des projets commerciaux et institutionnels comme la construction des hôpitaux universitaires.

Il y a tout lieu de croire que le secteur manufacturier en général poursuivra son adaptation face à un dollar élevé et à une concurrence accrue des économies émergentes. Cela dit, le secteur manufacturier relié aux investissements, comme le matériel de transport, les machines, les produits

informatiques et électroniques et les produits métalliques, devrait afficher les plus fortes croissances du secteur manufacturier. On prévoit aussi que l'industrie aéronautique poursuivra son élan. Le secteur pharmaceutique, après plusieurs coupures ces dernières années, devrait retrouver le chemin de la croissance. Par ailleurs, l'industrie des services poursuivra sa lancée, avec comme chefs de file les secteurs des services professionnels, scientifiques et techniques; la gestion d'entreprises et le soutien administratif; l'hébergement et la restauration; l'information; la culture et les loisirs; de même que la santé et l'assistance sociale.

À long terme, Montréal devra continuer à relever le défi de la compétitivité de ses entreprises. À cet égard, la hausse du dollar canadien favorise l'acquisition de nouvelles technologies, de meilleurs équipements et d'entreprises étrangères. Qui plus est, l'innovation constitue un facteur de compétitivité important et l'autre défi consiste à la rentabiliser. Malgré le fait que les entreprises innovatrices du Québec investissent beaucoup plus que la moyenne canadienne en R-D, cela ne se traduit pas nécessairement par des revenus par travailleur plus élevés. Les intervenants du milieu continueront à se pencher sur les moyens de corriger la situation. ■

¹ Conference Board du Canada

² Moyenne de 7 banques canadiennes

³ Société canadienne d'hypothèques et de logement

⁴ Société canadienne d'hypothèques et de logement, Perspectives du marché de l'habitation, Montréal, printemps 2006.



Développement
économique Canada

Canada Economic
Development

Canada